



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ONG DU SUD

Les premiers rapports d'une ambitieuse série de consultations nationales concernant les besoins de renforcement des capacités des ONG du Sud commencent à être publiés. Les consultations menées par les réseaux d'ONG du Sud d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sont uniques au sens où elles couvrent les trois continents et revêtent, en outre, une importance particulière parce qu'elles concernent diverses parties prenantes. Le FIRC (Forum international sur le renforcement des capacités des ONG du Sud ; IFCB en anglais – International Forum on Capacity Building of Southern NGOs), qui assure la coordination de l'exercice sous la houlette des ONG du Sud, réunit également des représentants de la communauté des bailleurs de fonds et des ONG du Nord.

Le FIRC a désormais obtenu des engagements fermes de la communauté des bailleurs de fonds pour plus de 50% du montant total de son budget d'1,5 million de dollars US pour deux années de fonctionnement, ce qui signifie que toute une série de consultations nationales programmées pour le premier semestre de l'an 2000 pourront avoir lieu. Ces consultations ont pour objet de dresser un panorama complet des véritables besoins de renforcement des capacités des ONG du Sud dans la mesure où elles ont l'intention de jouer un rôle majeur dans le développement, ce que les ONG du Nord et les bailleurs de fonds attendent de plus en plus d'elles. Ces consultations devraient également permettre d'améliorer la compréhension des méthodologies les plus efficaces sur le plan du renforcement des capacités et, ce qui est fondamental, de dégager un large consensus entre les ONG et les bailleurs de fonds quant à la manière dont les agences externes pourront apporter la meilleure contribution à cet exercice.

Lors de leur troisième réunion à Harare, les 11 et 12 novembre, les membres du comité directeur ont examiné les progrès du programme de consultations du FIRC. En partageant les coûts financiers avec d'autres organisations, la région asiatique a déjà pu organiser deux consultations dans la région du Pacifique Sud, en

Mélanésie et en Polynésie, ainsi qu'un séminaire de formation au renforcement des capacités à Samoa. Les comptes rendus écrits de ces événements sont déjà disponibles, ainsi que le rapport d'une étude réalisée par la CONGA (Coalition de ONG asiatiques) pour le FIRC intitulée « *Capacity Building Initiatives and Needs of NGOs in Cambodia* » (« *Les initiatives de renforcement des capacités et les besoins des ONG au Cambodge* »). Les préparatifs de trois autres consultations nationales au Bangladesh, au Cambodge et aux Philippines au début de l'an 2000 sont déjà bien avancés et une troisième série de consultations devrait être organisée quelques mois plus tard au Népal, en Inde, au Sri Lanka et en Mongolie. La dernière réunion régionale pour l'Asie se tiendra probablement au Japon au début de mois de mai 2000.

Les préparatifs des consultations nationales progressent également en Afrique où des sessions ont été prévues au Mali, au Bénin, en Tanzanie, au Botswana, en Éthiopie et au Soudan, avant une consultation régionale africaine vers le mois de juin 2000. Dans l'hémisphère ouest, une consultation sous-régionale est prévue dans les Caraïbes en décembre 1999 et des consultations nationales sont en cours de préparation en Amérique latine, plus précisément au Costa Rica, au Pérou et en Colombie. La dernière réunion régionale d'Amérique latine se déroulera probablement au Brésil en novembre 2000.

Dans plusieurs cas, les ONG du Sud qui programment ces réunions ont déjà invité plusieurs membres d'ONG européennes des plates-formes nationales du CL à participer aux préparatifs des événements. Dans chaque cas, un nombre de places limité sera octroyé aux ONG du Nord qui soutiennent les activités de renforcement des capacités dans le pays concerné, mais l'accent sera essentiellement placé sur l'encouragement des discussions entre les ONG locales. Une liste de toutes les consultations nationales, avec les dates, les lieux et les personnes à contacter, est en cours de préparation. Dans l'intervalle, vous pourrez obtenir de plus amples informations concernant les projets et les rapports en vous adressant aux bureaux régio-

naux de chaque continent par le biais du site web du FIRC à l'adresse : www.ifcb-ngo.org.

Les trois régions envisagent également des études de cas sur le thème prioritaire commun du FIRC, le renforcement des capacités, en vue d'établir des coalitions d'ONG et des mécanismes de coordination, et de réaliser une autre étude, soit sur le renforcement des capacités afin d'assurer la durabilité financière des ONG (Amérique latine et Afrique), soit sur le renforcement des capacités en vue de campagnes stratégiques (Asie). La coordination de ces études de cas est soutenue par l'ONG américaine IDR qui veillera à garantir un certain degré de comparabilité entre les études et aidera les responsables à tirer des conclusions.

La réunion du groupe de pilotage du FIRC s'est déroulée sous les auspices d'un des bureaux régionaux des ONG africaines, MWENGO, en présence de trois représentants des ONG de chaque région du Sud (Asie, Afrique et Amérique latine) et d'un représentant de chacune des deux régions du Nord, l'Amérique du Nord (l'ONG américaine InterAction) et l'Europe (le Comité de liaison des ONGD-UE). Pour respecter le caractère particulier du groupe de pilotage du FIRC, qui réunit diverses parties prenantes, des membres représentant la communauté des bailleurs de fonds officiels étaient présents, notamment la Commission européenne (Clodagh O'Brien de la DGDev/A4), USAID, la Banque mondiale, le PNUD, la Banque africaine de développement et diverses fondations (Asia Foundation).

Le groupe de pilotage a fixé les dates de ses prochaines réunions aux 6 et 7 juillet, et 30 novembre et 1er décembre 2000, ainsi que la date de sa deuxième conférence mondiale, la dernière semaine de janvier 2001, durant laquelle seront présentés les résultats des consultations et des études de cas, ainsi que les projets d'avenir. Le groupe de pilotage souhaiterait pouvoir organiser cet événement en Afrique, mais le lieu et l'organisation hôte doivent encore être précisés.

James Mackie



NOUVELLES FORMES DE RÉGULATION : quelques esquisses

- **La taxe Tobin** : taxer les mouvements de capitaux pour dissuader les mouvements de capitaux purement spéculatifs. Et même s'ils continuent à exister, en étant taxés même très peu, ça dégage des moyens financiers qui peuvent financer le développement dans des pays qui n'intéressent personne.

Il n'y a jamais eu autant de flux de capitaux des pays du Nord vers les pays du Sud. Mais, en 1995, sur les 239 milliards de capitaux qui sont allés du Nord vers le Sud, 159 milliards de dollars étaient des flux privés, soit des IDE (Investissements Directs à l'Étranger), soit des placements bancaires. Or, 80 % de ces flux privés sont allés vers 12 pays, dont 9 pays d'Asie (42 %, dont 23 % pour la seule Chine) et l'Afrique noire n'a reçu que 1.3 %. L'Afrique noire, dépourvue de capitaux privés, reçoit peu de capitaux publics car, avec la fin de la division du monde, elle représente un moindre intérêt du point de vue géostratégique. Les ONG's, de leur côté, ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour mener à bien leur action. Donc, la taxe Tobin pourrait avoir comme conséquence d'apporter des capitaux dans les pays où il n'y en a pas parce qu'il y a peu d'épargne intérieure (et quand elle existe, elle n'est pas placée à l'intérieur) et parce que les pays sont trop pauvres pour intéresser les investisseurs extérieurs.

- **Campagne pour l'annulation de la dette** : en France, 46 ONG's ont constitué une plate-forme commune pour l'annulation de la dette. Près de 60 pays ont la même politique. Le problème de la dette n'est pas seulement national mais regarde tout le monde. Cependant, l'annulation de la dette ne va-t-elle pas se faire en déduction de l'aide publique au développement aujourd'hui ? Cela voudrait dire que la somme reste la même mais ce qui est affecté à un poste se fait au détriment d'un autre poste. Et ne faudrait-il pas aller plus loin que l'annulation pour veiller à ce que la dette ne se recrée pas immédiatement ?

- **Commerce équitable** : depuis presque trois ans, les campagnes de sensibilisation se succèdent : Libère tes fringues, Soyez sport, De l'éthique sur l'étiquette, Exigez des produits éthiques. Des associations telles qu' « Agir Ici » et « Artisans du Monde » se définissent comme des lobbies qui cherchent à faire entendre les voix du Sud aux décideurs français. Elles ont réussi à faire imposer un code de bonne conduite à certains fournisseurs (respect des droits de l'homme au travail : interdiction du travail forcé, âge minimal pour l'embauche, liberté syndicale, droit d'organisation et de négociation collective, non-discrimination...). De son côté, Max Havelaar est parvenu lui-aussi à vendre son café, produit en accord avec l'éthique du commerce équitable, dans de grandes centrales d'achat en France. La conscience d'une certaine solidarité mondiale a progressé : la proportion d'acheteurs sensibles à la qualité sociale et écologique de ce qu'ils consomment augmente. Les entreprises sont sensibles à ce type de pression car leur image de marque détermine l'importance numérique de leur clientèle. Le respect de ces normes sociales pourrait être rendu visible par un label permettant au consommateur d'avoir une consommation citoyenne.

- **Les placements éthiques** : ce sont des placements pour lesquels le souci de valorisation du capital placé n'est pas l'essentiel. C'est un facteur parmi d'autres. Si les banques offrent ce genre de service, c'est parce qu'elles pensent qu'il y a un besoin du côté de la population. De plus en plus de gens estiment que la gestion de l'argent doit avoir une utilité sociale : aider à créer des emplois dans sa région, soutenir des projets qui ne trouvent pas de financement, aider le tiers-monde par l'intermédiaire de FCP (Fonds Commun de Placement) de partage - donner une partie de son argent à une ONG tandis que l'autre « travaillée », placer son argent dans des entreprises qui respectent des critères écologiques, sociaux, ... Dans ce sens, il s'est développé tout un réseau d'informations sur les entreprises en mesure de renseigner notamment les investisseurs.

tenariat durable reposant sur un échange réciproque? Lorsqu'il s'agit des Etats, les instructions sont limpides: la rentabilité et la rapidité. Mais, concernant les organismes d'envoi...

Nous aurions tendance à ne percevoir que le volet économique et financier de la mondialisation mais où est l'Homme? Selon le père Jean Savoie, directeur de la DCC, « *Le monde de l'Homme, de l'esprit doit constituer une force. Dans le volontariat, la rencontre et la présence de l'Homme comptent plus que ce qu'il va faire. Son travail n'est qu'une conséquence.* » Lors du bilan du colloque, tous les représentants des OCCI s'accordaient à dire que la place de l'Homme était au centre de leur action, avant le problème de l'efficacité technique. Le professeur KABASELE, invité pour apporter un témoignage en tant qu'africain, a souligné lui-aussi la primauté de la rencontre des hommes sur le technique, le financier. « *Par la rencontre des hommes, de nouvelles potentialités surgissent, permettant la création de structures dans la manière d'envisager la vie là-bas... ici.* »

LA MONDIALISATION N'EST PAS STANDARDISATION

La promotion de l'interculturel, de la diversité, de la solidarité, du dialogue, fait partie de tout un travail d'éducation

au développement, incontournable pour les volontaires s'ils s'engagent pour un développement durable en harmonie avec les cultures des populations locales. Au travers des cinq interventions du colloque, le thème de l'identité fut très présent. La mondialisation est certes planétaire mais comporte le risque de l'uniformisation. Pour contrer les réactions nationalistes de repliement, la coopération au développement doit être menée dans une compréhension interculturelle mutuelle. Aussi, il est essentiel de porter une attention toute particulière à l'identité, à la culture dans les formations des volontaires. Le temps où le Nord apportait ses modèles doit être révolu définitivement pour que chaque pays puisse trouver sa propre voie. Des techniciens occidentaux, qui ne savent que faire, ne sont pas capables d'apporter des réponses adaptées aux situations locales alors que des Hommes, qui savent être, peuvent donner une impulsion à des initiatives locales, portées par les populations elles-mêmes : des volontaires plus humains et moins emprunts de complexe de supériorité.

Laëtitia GROLLIER,
étudiante à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble
et stagiaire au SCD



Tshepo Khumbane, qui gère sa propre exploitation tout près de Pretoria, sensibilise les femmes rurales aux problèmes de sécurité alimentaire familiale et aux pratiques de l'agriculture de subsistance. Militante en ce domaine, elle collabore depuis les années 70 avec EDA (Agence pour le développement et l'environnement). Elle a aussi été membre des conseils d'administration de la South African Broadcasting Corporation et du National Agricultural Marketing Council.

Savoir local

Vive la subsistance !

Aux yeux du monde, l'Afrique du Sud semble avoir définitivement tourné la page du régime honni de l'apartheid. Mais en réalité, le passé de la "nouvelle" Afrique du Sud est encore très présent. C'est ainsi que l'accès du plus grand nombre aux terres n'est toujours qu'un vœu pieux, alors même qu'il est la clé de la fin de la misère. Tshepo Khumbane a travaillé durant des décennies pour restaurer les liens et l'amour du peuple à sa terre. Elle s'entretient avec le journaliste ACP Dudley Moloi.

"Depuis le début du XIX^e siècle et jusqu'aux années 80, les politiques foncières d'Afrique du Sud ont entraîné le déplacement forcé de millions d'individus. Contraints de quitter leurs terres natales, ils ont été rassemblés sur environ un huitième du territoire national, dans des réserves indigènes, ou *homelands*, surpeuplées et sans potentiel agricole."

Embarquée dans l'agriculture

"C'est une épidémie de typhoïde dans une de ces réserves indigènes qui a fait de moi une autre personne. Je travaillais dans un hôpital à Hammanskraal, et c'était mon premier poste d'assistante sociale. Cette colonie, principalement noire, du nord de Johannesburg était peuplée de gens qui avaient été déplacés de leur terre natale, une région appelée Walmansdal. C'est peu après leur arrivée à Hammanskraal qu'une sérieuse épidémie de typhoïde se déclara, une des plus terribles que j'aie jamais connue. L'hôpital avait besoin de solutions à long terme autant que de médicaments.

Un samedi, j'ai dit au médecin-chef : "Prêtez-moi un chauffeur et une ambulance, je vais demander des graines aux agriculteurs [blancs voisins]". Et j'ai collecté des graines en ambulance – des graines d'urgence. Pendant que les sœurs distribuaient les médicaments, je distribuais une autre médecine : des paquets de graines. Il y avait beaucoup de cas de tuberculose et je voulais rompre le cercle vicieux de la maladie grâce à une nutrition préventive. J'ai démarré une campagne de jardins potagers avec les femmes.

L'approche était simple. Comme il n'y avait pratiquement pas d'infrastructure hydraulique, nous avons construit de petits barrages pour collecter l'eau de pluie. Nous utilisions toutes sortes de débris comme engrais. Je manquais de connaissances, mais j'étais déci-

dée et passionnée. C'était comme du feu et tout le monde était très excité."

Dans agriculture, il y a "culture"

"Autrefois, les gens produisaient leur propre nourriture et avaient leurs propres moyens de stockage de grains pour faire face aux pénuries en cas de sécheresse par exemple. Ils recouraient aux techniques traditionnelles de séchage et connaissaient les plantes sauvages, vivrières et médicinales. Mais ce savoir a pratiquement disparu sauf rares exceptions : ayant perdu leur terre et leur bétail, les anciens n'ont pas pu transmettre leurs connaissances et leur savoir-faire aux jeunes générations.

" Il faut que l'agriculture paysanne fasse l'objet de la même attention que l'agriculture commerciale "

Le lourd héritage foncier sud-africain n'a pas échappé au nouveau gouvernement, dont le programme de réforme agraire vise à réparer les pertes de terre subies par les communautés sous les régimes coloniaux et l'apartheid. Il comptait ainsi distribuer 30 % des terres arables aux sans-terre. Mais aujourd'hui, moins de 1 % de la terre a été distribuée ; le rythme est terriblement lent. Un des principaux défauts du programme est qu'il n'a pas prévu d'encourager les gens à utiliser la terre disponible comme base de la sécurité alimentaire et facteur d'élimination de la misère. Il vise au contraire à transformer les nouveaux propriétaires en petits producteurs commerciaux, à l'instar des quelque 60 000 agriculteurs blancs qui constituent l'ossature de l'agro-industrie sud-africaine. Ce modèle qui leur est proposé rend les gens honteux de ce qu'ils pourraient pourtant mieux réussir : des productions agricoles et des initiatives de

sécurité alimentaire fondées sur leur propre culture. Mais je n'ai pas l'impression de convaincre qui que ce soit en disant cela. Les politiques gouvernementales actuelles ne sont pas en faveur de l'agriculture de subsistance.

L'alimentation est pourtant la base de tout : celui qui a de quoi manger n'a plus de soucis. Mais il faut faire taire les voix qui disent que nous sommes bêtes et que nous n'y arriverons pas. Il nous faut transformer les services de vulgarisation de telle façon que l'agriculture paysanne fasse l'objet de la même attention que l'agriculture de marché.

Il faut reconstruire ce que nous avons détruit. Nous devons faire changer notre peuple de civilisation, et nous regarder à nouveau comme des êtres humains. Pour y

parvenir, il faudra beaucoup d'amour et d'engagement, mais alors nous aurons le paradis sur terre et l'abondance pour tous.

Il nous faut une stratégie de sécurité alimentaire qui commence par le souci de chacun de nous pour son voisin quand il manque de nourriture. Ce n'est pas quantifiable en nombre de sacs comme le font les agronomes et les économistes. Et ce sont les gens qui vivent en dessous de la ligne de pauvreté qui doivent eux-mêmes le découvrir et l'expérimenter. Nous ne pouvons vivre de monoculture. Nous ne pouvons manger d'une seule plante. La diversité crée à la fois le plaisir et la durabilité. Les gens ont oublié l'essentiel et sont devenus avides d'argent."

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.